400 FCFA n° 122 du 24 septembre 2018 3e année Directeur de publication **Marie Robert ELOUNDOU** essingan.actu@gmail.com

Célestin Bedzigui, président du PAL

« Penda Ekoka se comporte comme une chauve-souris »

Pp12-13

Essingan
Le verbe immortel
Bi-hebdomadaire – Récépicé N°00000044/RDDJ/J06/BASC

Cacaoculture

Le Centre, premier bassin de production

P6

SÉCURITÉ DE L'ETAT

Le ministre délégué à la présidence chargé de la Défense et les autres patrons des services de sécurité sont sur les dents.

YAOUNDÉ SOUS LA MENACE TERRORISTE

P3

PRÉSIDENTIELLE 2018

Eyébé Ayissi lance le train du plébiscite de Paul Biya à Monatélé

Pp 3-4-5

Le capital humain par bribes dans la campagne présidentielle

Omer Zang Sidjou*

Maintenant que l'on entre dans la dernière ligne droite de la campagne pour les présidentielles de 2018, les écuries sont sans doute à la recherche de la formule qui impressionne pour appâter les derniers indécis - « la balle du shérif » comme on dit chez nous. Alors queles questions de sécurité, de la forme de l'Etat, et d'emploi sont légion, les aspects liés au Capital Humain ne sont évoqués que par bribes.Les programmes ne sont que clairsemés de propositions hyper-ambitieuses sur la couverture sanitaire universelle, l'éducation pour tous.La santé et l'éducation entrent effectivement dans l'ensemble que forme le Capital Humain,mais il y a bien plus, il y a bien mieux. Et certains détails ne peuvent facilement être englobés au risque de manquer de construire des bases irrattrapables.

Pour le commun des mortels, le capital renvoie premièrement aux terres, aux bâtisses, et à de la quincaillerie qui n'attend que la force de travail pour produire des biens. Reflétant en partie cette perception, la science économique elle-même avait pris le soin de séparer le capital, de la force travail pour – on le croirait – ne pas déshumaniser l'Homme. Aujourd'hui, parler de Capital Humain ne déshumanise point.Au contraire, le terme éloigne de l'idée d'assistanat que revêt les termes tels que « social » ou« aide ». Il fait comprendre que l'Homme doit être au centre du développementen étant bien forgé depuis sa conception dans l'utérus et ses premiers jours, en étant en bonne santé, bien éduqué, et en étant protégé contre les risques du cours de la vie au sein d'une société solidaire.

Dans ce sens, il faudrait se rendre à l'évidence que notre pays n'a fait que très peu de progrès sur certains pans importants de l'édification de son Capital Humain.Il n'a pas accordé au développement de la petite enfance la place qu'elle mérite. Près du tiers de ses enfants de moins de 5 ans souffrent chroniquement de malnutrition. Une malnutrition dont les causes les plus connues sont de mauvaises conditions de salubrité et nutritionnelles de la femme enceinte et de l'enfant. En effet, passés les 1000 jours depuis la conception de l'enfant (jusqu'à l'âge de deux ans en fait), il devient extrêmement difficile, voire impossible de rattraper son retard de croissance.

Notre pays n'a,ni facilité l'accès, ni amélioré la qualité des soins de santé. La plupart des indicateurs de santé maternelle, infantile et nutritionnelle ont peu évolué depuis plus de deux décennies. Le Cameroun n'a que timidement commencé à réduire la mortalité infantile.Le pourcentage de femmes qui décèdent du fait d'avoir essayé de donner la vie est anormalement élevé. Il s'est même considérablement accru depuis 1998. Les causes directes de ces désastres silencieux sont bien connues. Les femmes qui décèdent n'ont pour la plupart pas bénéficié de l'assistance d'un agent de santé compétent lors de leur accouchement ou de leur grossesse faute de moyens financiers ou de la disponibilité de ces derniers. Les grossesses précoces et les avortements clandestins ne sont pas en reste pour expliquer cette situation moralement atroce. Enfin, tandis que notre victoire sur les maladies infectieuses (paludisme, tuberculose, maladies sexuellement transmissibles) reste incomplète, les maladies non-transmissibles arrivent à grands pas: diabète et maladies cardio-vasculaires.

Notre pays a permis à un certain nombre l'accès à l'éducation, mais au sacrifice de sa qualité et de son adéquation à l'emploi. Comme dans plusieurs pays dans le monde, le Cameroun a proclamé la gratuité des frais scolaires à payer au sein des établissements primaires publics. Si la mesure a amené ou ramené plusieurs enfants dans le système éducatif,elle a conduit à un renchérissement des contributions des parents au sein d'associations des parents d'élèves. De plus, passées au crible des évaluations internationales sur la qualité de l'éducation de nos jeunes enfants, les performances du Cameroun se sont amenuisées entre 1998 et 2005. Une autre évaluation de notre système éducatif montre que près de la moitié des élèves de cours élémentaire première année a d'énormes difficultés à lire et que près du tiers de ces derniers ne pourraient même absolument pas lire. Cette faible qualité reflète notre faible investissement dans le matériel didactique, des enseignants motivés, alors que le volume de nos dépenses publiques dans le secteur n'est pas des plus bas sur le continent. L'enseignement technique de qualité est quasiment à l'abandon dans notre pays. Et pourtant la résorption du chômage de masse passera par lui, ou ne se fera pas. Notre enseignement supérieur est quant à lui malade de son déficit de modernité vis-à-vis des autres pays.

Enfin, notre pays n'a pas assez protégé contre la pauvreté. Le pourcentage de personnes vivant avec moins d'un certain revenu minimum n'est jamais allé en deçà de 40 pour cent au fils des quinquennats. Pis, la constance de ce pourcentage signifie qu'avec l'accroissement de notre population, le nombre de pauvres aura lui, dans l'absolu, considérablement augmenté. Dans l'action gouvernementale, les pauvres et les vulnérables (handicapés, mères célibataires) sont très peu protégés. Très peu d'initiatives de discrimination positive les ciblent correctement. Très peu d'actions sont suffisamment substantielles pour les sortir du cercle vicieux de la pauvreté chronique.

Au-delà donc des promesses d'accès universel à la santé et l'éducation, les candidats à la présidentielle gagneraient à inscrire leurs propositions dans un cadre cohérent autour des dimensions clés du Capital Humain. Sur la santé, il faudra atteindre une couverture sanitaire universelle qui donne accès à des soins essentiels de qualité sans pour autant en ruiner les bénéficiaires. Il faudrait avoir des politiques qui s'attaquent aux risques du cours de la vie, surtout pour les plus vulnérables : grossesse, jeune enfance, enfance et jeunesse, activité, et vieillesse. Le développement de la jeune enfance - surtout lui -, devrait garantir que les enfants naissent dans un environnement qui prend soin d'eux et les stimule depuis leur communauté pour le reste de leur existence (allaitement maternel exclusif, nutrition suffisante et protéinique, exercices de stimulation cognitive). Passé cette étape critique de l'enfance, il faudrait permettre un accès équitable aux services sociaux de base de qualité, élargir le spectre de l'enseignement vocationnel et professionnel, et rendre internationalement plus compétitive notre enseignement supérieur en l'alignant sur les standards internationaux. Contre les risques de la vie adulte et de la vieillesse, les programmes de filets sociaux avec transferts financiers aux pauvres, et les fonds de pensions correctement gérés sont des suggestions ayant fait leurs preuves dans d'autres pays.

Plus qu'une dizaine de jours encore pour se saisir du Capital Humain comme de sa « balle du shérif » !

**** Economiste de développement***

Au-delà donc des promesses d'accès universel à la santé et l'éducation, les candidats à la présidentielle gagneraient à inscrire leurs propositions dans un cadre cohérent autour des dimensions clés du Capital Humain. Sur la santé, il faudra atteindre une couverture sanitaire universelle qui donne accès à des soins essentiels de qualité sans pour autant en ruiner les bénéficiaires.

Essingan
Le verbe immortel
Hebdomadaire d'informations générales

Siège Social
Yaoundé – Essos (Camp Sonel)
BP : 5423 – Tel : 00237 691 74 35 20 / 663 08 61 38

Edité par le cabinet
Eland Consulting

President Directeur Général
Marie Robert ELOUNDOU

Directeur de Publication
Marie Robert **ELOUNDOU**

Conseiller spécial
Julien **NGA EBEDE**

Directeur des rédactions
Léger **NTIGA**

Secrétaire de rédaction
Sylvain **ANDZONGO**

Chroniqueur
Omer **ZANG SIDJOU**

Rédaction centrale
Marie Flore **NGUIMBOUS**
Gisèle **LEKINI**
Jean Pierre **BITONGO**
Carole **TONO**
Crescence Yolande **AKABA**
Elvis Serge N**SAA**
Ange Michel **NGA**
Serge **Wandji**

Agence de l'Est
Ange-Gabriel **OLINGA.**

Relecture
Julien **NGA EBEDE**

Photographe
Luc **FOUDA**

Infographe
Charles Ledoux **ATEBA ATEBA**

Imprimerie
JV-GRAPH

Distribution
CEDIPRESS

SÉCURITÉ DE L'ETAT

Menaces terroristes à Yaoundé

Une note du ministre délégué à la présidence charge de la Défense, Joseph Beti Assomo attire l'attention et instruit le chef d'Etat-major des armées en cette veille du 1er octobre et de la présidentielle du 07 octobre.

Léger Ntiga

A 12 jours de la présidentielle prévue le 07 octobre au Cameroun, les forces de défense et de sécurité sont sur les dents. Et pour cause, les mouvements armés sécessionnistes préparent des attentats à Yaoundé, ses environs et certaines autres villes comme Douala et Bafoussam. En tout cas, c'est le sens des multiples dispositions en cours par les différents responsables au plus haut niveau des services de sécurité. Une note du ministre délégué à la présidence en charge de la Défense, Joseph Beti Assomo est on ne peut plus expressive à ce sujet. Adressée au général chef d'Etat-major des forces de défense, René Claude Meka, le document qui a fuité dans les réseaux sociaux, relève que des sources dignes de foi et généralement bien renseignées, font état de la présence à Yaoundé, la capitale du Cameroun, d'éléments infiltrés notamment dans les quartiers Biyem-assi, Etoug-ebe et Obili.

Connus pour leur forte concentration en ressortissants des deux régions qui font face à la crise sécuritaire, ces quartiers de Yaoundé auxquels d'après une autre source on devrait ajouter Emana et Mvog Ada doivent être tenus à l'œil. En tout cas, il y a quelques mois, le délégué général à sa Sûreté nationale (Dgsn), Martin Mbarga Nguele et le secrétaire d'Etat à la Défense avaient à, la suite des instructions du chef de l'Etat, Paul Biya, pris un train de mesures spéciales pour faire face aux différentes menaces aussi bien dans la capitale camerounaise que dans les autres contrées du pays. C'est également le sens donné à la réunion de sécurité que les deux administrations ont tenu avec les responsables d'Elecam la semaine dernière pour l'encadrement sécuritaire du scrutin du 07 octobre prochain.

Pont sur la Sanaga

D'autres informations en circulation dans les milieux des services spécialisées et qui tendent à se vérifier, laissent dire que certains responsables militaires seraient impliqués dans les préparatifs d'une attaque dans la capitale camerounaise aux environs du 1er octobre considéré par les partisans de la séparation comme le jour de la proclamation de leur indépendance. A ce sujet, la localité d'Ebebda qui abrite le pont sur la Sanaga, serait visée. Son commandant de brigade, originaire du Sud-ouest serait dans la ligne de mire des autorités, pour ses contacts avec au moins un officier général lui aussi impliqué. Le plan viserait à laisser attaquer la brigade de gendarmerie aux fins de faire sauter le pont qui relie le Centre à l'Ouest du Pays. D'où l'appel à la vigilance du ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji lors de la sectorielle des gouverneurs à Yaoundé les 11 et 12 septembre 2018.

Dans les prochains jours au rang des mesures spéciales prises par les autorités, il sera organisé des bouclages dans différents quartiers que la quasi-totalité des villes camerounaises. Les responsables du conflit politico-armé qui dure depuis maintenant deux ans dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, tiennent à le déporter dans le reste du pays. Les bandes armées qui excipent la sécession d'avec le Cameroun réclament la création d'un Etat indépendant qu'ils dénomment l'Ambazonia Defence Forces. C'est d'ailleurs au cours de la célébration de «l'indépendance» de cet Etat, le 1er octobre 2017 dans la foulée de la fête de la réunification du Cameroun que les premières rixes ont éclaté entre les forces de défense et de sécurité du Cameroun et les sécessionnistes.

Depuis lors des manifestations se sont multipliées au point d'aboutir à une guérilla armée. Le gouvernement fait état d'environ plus d'une centaine de morts dans les rangs des forces de défense et de sécurité. Les autorités camerounaises dénoncent les prises d'otage de civils et représentants de l'Etat. Mais aussi des enfants et des membres de la communauté éducative dans les régions concernées. Dans la liste des exactions des «amba boys» comme ils se font appeler, également les incendies, la destruction des édifices publics et récemment une partie du tronçon Bafoussam Bamenda. Les Ongs de leur côté, évoquent des centaines de civils tués. La crise se perpétue avec des attaques de plus en plus ciblées contre les civils. Non loin des régions anglophones, sévit une autre crise, de plus en plus muette.

Celle contre les islamistes de Boko Haram dans la région de l'Extrême-nord. En dépit d'un rapport de l'Ong International Crisis Group qui annonçait une baisse d'activité, la nébuleuse extrémiste reste une menace à la paix et à la stabilité dans la région.

VEILLE ÉLECTORALE

L'appui su Sed à la section Lékié Nord-est

Dans le cadre des préparatifs de la campagne dans section du parti au pouvoir, le secrétaire d'Etat à la Défense, Landry Galax Etoga a offert 300 pagnes et quatre millions de Fcfa, pour le bon déroulement des opérations.

LN

Il y a eu fête au milieu de l'ambiance studieuse au regard du travail minutieux mené par les responsables de la section Rdpc Lékié Nord-est, vendredi 21 septembre 2018. A l'occasion le président de la Commission communale de la campagne du Rdpc pour l'élection présidentielle du 07 octobre 2018, par ailleurs président de la section, Hubert Firmin Nkoulou Noah a tenu une réunion préparatoire au rallye qui devait débuter le lendemain par le «grand meeting» de Batchenga. Au cours des travaux, le secrétaire d'Etat à la Défense (Sed) en charge de la gendarmerie nationale, Galax Landry Etoga a dépêché son épouse, Ursule Etoga pour, non seulement transmettre le message d'encouragement du Sed aux équipes sur le terrain, mais également pour leur réitérer que «Batchenga généralement premier devra faire 100% en faveur de Paul Biya».

Mme Etoga en noir aux côtés du président et son bureau

Pour contribuer à la réussite de ce projet qui nécessite des moyens aussi bien financiers, humains et logistiques, le Sed a envoyé une enveloppe de quatre millions de Fcfa. Un montant en addition duquel son épouse a remis un million de Fcfa. Notable à la chefferie, Galax Etoga a fait remettre un million de Fcfa aux chefs traditionnels qui prenaient part à la rencontre. Aux jeunes du Rdpc qui sont les coursiers des aînés, il a prévu 500 mille Fcfa. Aux femmes du Rdpc, il a offert 300 pagnes et 500 mille Fcfa pour les frais de couture. Suffisant pour rompre pour quelques minutes avec l'ambiance de travail pour manifester la joie et exprimer la gratitude avec des berceuses du coin. Ainsi les femmes du Rdpc ont chanté et dansé à tout rompre. Bénissant ce fils, elles ont promis de voter Paul Biya à 100%.

Les travaux ont ensuite tourné autour du programme de campagne qui prévoit une dizaine d'étapes. Le président de la Commission a ensuite décliné les différentes responsabilités au sein des sous-commissions. Rappelant que le ratissage des localités y compris les plus reculées a été privilégié aux grands meetings. «Nous allons sillonner tous les villages relevant de notre section. Toutes les habitations seront individuellement visitées. Notre mission sur le terrain est de transmettre le règlement de campagne. Mais aussi de persuader, vérifier et s'assurer que nos militants sont inscrits. Qu'ils comprennent ce que signifie aller voter le président Paul Biya. Qu'ils iront effectivement voter le 07 octobre», a martelé Hubert Firmin Koulou Noah.

Pour parvenir au résultat escompté, il a recommandé à ses camarades d'aborder la campagne sans complexe, suffisance ni arrogance. Il a appelé à l'humilité qui éloigne de tout triomphalisme pour faire gagner Paul Biya avec un score largement supérieur aux 95% de 2011. Et avec l'exigence du 100% du Sed, le président de la section prône le rassemblement et l'ouverture. Toutes choses ayant abouti à la collecte des fonds dont l'une des contributions les plus importantes, séance tenante, a été celle de Gabriel Eloa Essoa, deux millions de Fcfa.

CAMPAGNE ÉLECTORALE DU RDPC

Eyebe Ayissi lance le train du plébiscite de Paul Biya à Monatélé

Le meeting de lancement de la campagne organisé par la section Lékié-Ouest dans le chef-lieu de la Lékié a été l'occasion pour le président de la Commission départementale de coordination de la campagne de raviver ses troupes pour l'assaut final.

Par Jean-Pierre Bitongo , à Monatélé

C'est parti pour la campagne électorale pour le scrutin présidentiel du 07 octobre 2018. Dans la foulée du déploiement tous azimuts orchestré par le Rdpc samedi dernier, la ville de Monatélé n'a pas manqué de constituer un point fort. C'est que dans le chef-lieu de la Lékié, le meeting organisé par la section Rdpc Lékié-Ouest s'est revêtu des couleurs et sons d'une cérémonie de lancement de la campagne présidentielle dans ce département. Sous les hospices du président de la Commission départementale de coordination de la campagne du Rdpc, Henri Eyébé Ayissi, ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Minader).

Chargé donc de la mise en œuvre de la stratégie de la campagne du candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), le chef de la délégation permanente du Comité central du Rdpc dans ce département de la région du Centre était l'invité spécial de la cérémonie de lancement de la campagne présidentielle dans la section Rdpc Lékié Ouest 1 qui avait pour cadre la maison du parti de Monatélé. Le 09 septembre 2018, rappelons-le, les filles et fils de ce département, militants et sympathisants du Rdpc, ont exprimé leur soutien total, inconditionnel et exclusif à leur candidat naturel. Disons l'engagement républicain de la Lékié au profit de Paul Biya.

Le décollage de l'aéronef se déroule en présence de plusieurs personnalités parmi lesquelles deux responsables de partis politiques alliés au Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Célestin Bedzigui, le président national du Parti de l'alliance libéral (Pal), et Awana Zobo, président de la section de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp) de la Lékié. Le rassemblement, entre autres, des militants du Rpdc et des formations politiques partenaires, est de mise. «Paul Biya Oyé, Paul Biya Oyé, Paul Biya Oyéééééé». Ce cri de victoire, entonné par toutes les personnalités appelées à prendre la parole, est repris en chœur par tous les participants à la cérémonie.

Vendeurs d'illusions

L'appel à une union sacrée autour du président candidat Paul Biya est alors réitéré. «Il y a des vendeurs d'illusions qui sillonnent nos villages. Ce n'est pas le moment de se laisser séduire par ces charlatans. Ils n'ont rien dans leurs bagages, en dehors du mensonge, de la délation et de la désinformation», éduque le maire Rdpc de la commune de Monatélé, André Tsala Messi. En prenant la parole à leur tour, chacun des responsables politiques rappelent à l'assistance les directives données par le président national du Rdpc et candidat à sa propre succession, dans sa circulaire du 03 août 2018. A en croire le président de la section Rdpc Lélié-ouest1, la Commission communale va parcourir 75 villages et les 18 sous-sections Rdpc, Ofrdpc et Ojrdpc.

Renseignant qu'à partir de ce lundi 24 septembre 2018, elle va faire 44 étapes en deux semaines de campagne. «Pour ce qui concerne la Lékié, nous travaillons pour la qualité de la victoire. Cette victoire éclatante dépendra de la qualité de la campagne. Puisque nous avons la qualité du candidat», éclaire le ministre Eyébé Ayissi. Il ajoute: «Nous travaillons pour la mobilisation optimale des filles et fils de la Lékié, pour donner au président Paul Biya le maximum de suffrages de ceux qui sont inscrits sur les listes électorales». Par la suite, le président de la Commission départementale de coordination de la campagne du Rdpc dans la Lékié souligne qu'il importe que cette phase décisive soit centrée sur l'engagement psychologique des électeurs de la Lékié pour le président Paul Biya.

Et de conclure: «Nous sommes mobilisés derrière notre président candidat, le président de la République, et derrière tous ceux qui croient à la vision qu'il a du Cameroun. En tant que coordonnateur départemental, nous considérons que la coordination de cette campagne garantira le résultat que nous recherchons, au soir du 07 octobre 2018».

Ils ont dit

CÉLESTIN BEDZIGUI, PRÉSIDENT NATIONAL DU PAL

«Aucune voix ne doit manquer à l'appel de Monatélé»

Le président Biya a donné tous les gages de ce qu'il est l'homme le mieux armé pour pouvoir affronter les défis auxquels le Cameroun a à faire face. Le deuxième aspect, c'est qu'une ouverture de campagne comme celle-ci, c'est un engagement qui est pris par les militants à convaincre tous ceux qui sont autour de nous à voter notre candidat. En vérité, aucune voix ne doit manquer à l'appel.

A Monatélé, c'est 18 000 électeurs inscrits. Mais là, nous ne sommes que 3000 personnes qui assistent à ce meeting. Cela signifie qu'en sortant d'ici, chacun d'entre nous a pour mission de convaincre 60 personnes à aller voter Paul Biya le 07 octobre prochain. C'est vraiment quelque chose de passionnant. Je pense que tous ceux qui sont là le comprennent. Et cela suffit.

AWANA ZOBO, PRÉSIDENT DE LA SECTION DE L'UNDP DE LA LÉKIÉ

«Paul Biya est notre candidat à nous tous»

Nous sommes venus soutenir le candidat Paul Biya pour qu'il soit de nouveau le président de la République. Il est notre candidat à nous tous. L'Undp et le Rdpc ont une plateforme d'action gouvernementale qui les lie. Alors, notre président national a préféré que l'Undp donne ses voix pour une victoire le 07 octobre prochain du président Paul Biya. C'est la bonne marche du pays qui est nécessaire. Le Cameroun est notre pays à nous tous.

Mobilisation de la jeunesse derrière Paul Biya

L'inconditionnel engagement des jeunes de la Lékié

Ils étaient plus de 2000 réunis le 21 septembre 2018 à Obala, pour prendre l'engagement de participer à la campagne et voter à 100% leur candidat Paul Biya.

Par J P B

Le 21 septembre 2018 à Obala, les jeunes de la Lékié, venus des neuf sections de l'Organisation des jeunes du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Ojrdpc) que compte ce département de la région du Centre, ont organisé une Journée de mobilisation pour un soutien total, inconditionnel et exclusif au président Paul Biya, en vue de son plébiscite dans le cadre du scrutin présidentiel du 07 octobre 2018. Comme un seul homme, ils ont juré, par tous les mots, de rester derrière le président candidat du Rdpc qui, à leur avis, est celui qui a de l'expérience pour la gestion du pays. Ils ont décidé de ne pas se laisser séduire par des charlatans à qui il faut leur dire que «la Lékié est la cuisine du président Paul Biya où n'entre pas n'importe qui et où on n'entre pas n'importe comment». C'était en présence de leurs aînés membres du gouvernement, parlementaires à l'Assemblée national et au Sénat, chefs traditionnels, élites et des autorités administratives. En initiant cette rencontre, ils ont tenu à dire à ce parterre de personnalités qu'il n'y a pas meilleur candidat à l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 que le président Paul Biya. Ainsi ont-ils décidé de garder intacte leur conviction. Car, à en croire leurs discours, «Paul Biya est l'illustration de la sagesse, l'homme d'Etat visionnaire, le chef de l'Etat qui fait confiance à la jeunesse camerounaise». Par la suite, ils ont martelé qu'ils sont fiers de leur président qui, ont-ils défini, est le guide de la nation. Aussi, ont-ils réaffirmé par-là que le département de la Lékié est un bastion que le Rdpc ne discute avec aucun autre parti politique.

Paix sociale

«Ne vous trompez pas d'objectif. Car, la Lékié a une relation forte et intime avec l'homme du Renouveau. Avec Paul Biya, nous allons atteindre l'émergence. Avec lui, la paix sociale sera maintenue», a décliné le maire de la commune d'Obala, Simon Pierre Ediba, tout en félicitant les jeunes pour cette belle initiative. «Un tien vaut mieux que deux tu l'auras. Il ne faut pas se fier à des personnes que vous ne connaissez pas et qui viennent vous séduire par de belles paroles», a conseillé le président national de l'Organisation des jeunes du Rdpc, Auguste Essomba Asse, invité ad hoc de la cérémonie. Ses conseils sont allés dans le sens de la vigilance. N'ayant aucun doute que la jeunesse de la Lékié appartienne au président Paul Biya, le seul candidat qu'ils connaissent bien.

En tant qu'invité spécial à cette cérémonie, le ministre Henri Eyébé Ayissi de l'Agriculture et du Développement rural, président de la Commission départementale de coordination de la campagne du Rdpc dans la Lékié et chef de la délégation permanente du Comité central du Rdpc dans ce département, a partagé avec ces jeunes des enseignements forts, tout en leur donnant ce conseil: «Par respect de la loi, accueillez tous les autres candidats, écoutez-les mais gardez vos propres convictions». Raison pour laquelle l'invité spécial venu recevoir le message que les jeunes de la Lékié tenaient à envoyer au président candidat, a demandé à ses jeunes compatriotes de voter pour le président Paul Biya pour leur avenir.

Et ils ont répondu que c'est un vote à 100% qu'ils réservent au président candidat. C'était d'ailleurs le prolongement de ce que les aînés ont fait le 09 septembre 2018 à Monatélé. La journée s'est achevée par une marche de soutien à l'homme du 06 avril 1982. Rendez-vous a été donné le 07 octobre 2018.

Francis Gaël Touna Touna, porte-parole des présidents de sections Ojrdpc

«Notre vœu est de voir le président Biya rester aux commandes de notre pays»

«L'enjeu était de montrer aux yeux du pays et du monde que la jeunesse de la Lékié est mobilisée derrière le président Paul Biya et lui dire que nous suivons la voie tracée par nos aînés. Ce qui veut dire que nous sommes derrière le président Paul Biya à travers un soutien total et indéfectible. Le 07 octobre, les jeunes de la Lékié vont voter à 100% leur champion et nous allons toujours porter très haut la flamme du Renouveau. Nous sommes les enfants du Renouveau et nous n'avons jamais connu quelqu'un d'autre que lui. Cela a été toujours notre vœu de voir notre président national continuer à être aux commandes de notre pays. Et nous l'invitons à venir lancer la campagne dans la Lékié. Cela demeure notre souhait.»

ENERGIE ÉLECTRIQUE

Le Minee lance les travaux de l'usine de pied à Lom Pangar

Gaston Eloundou Essomba, le ministre en charge de l'Eau et l'énergie était dans la région de l'Est les 19 et 20 septembre 2018.

Sylvain Andzongo, à Lom Pangar

Le ministre de l'Eau et de l'énergie (Minee), Gaston Eloundou Essomba, a effectué le 20 septembre, une visite du barrage de Lom Pangar dans la région de l'Est du pays et par la même occasion, il a procédé au lancement des travaux de l'usine de pied de 30 Mw. Gaston Eloundou Essomba a indiqué que la deuxième composante du barrage de retenue d'eau de Lom Pangar, à savoir la construction de cette usine de pied et une ligne de haute tension de 90 Kv Lom Pangar-Bertoua, est financée conjointement par la Banque africaine de développement (Bad) et la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Bdeac) à hauteur de 39 milliards Fcfa. « Sur le site, toutes les conditions sont réunies afin de livrer l'usine dans un délai de 30 mois.», a affirmé le membre du gouvernement.

Des informations recueillies auprès de China Camc Engineering, l'entrepreneur chinois en charge des travaux, il s'avère qu'une partie importante du matériel (équipements de commande, la salle de commande, turbines, etc.) devant servir à la construction de l'usine est en cours de fabrication en Chine. Il s'agit pour le constructeur de gagner en temps pour tenir les délais contractuels. Cette visite du Minee intervient au moment où le barrage de Lom Pangar est à sa troisième année de régularisation du fleuve Sanaga avec un impact significatif en termes d'augmentation de capacité de production des centrales installées à Song Loulou et Edea d'une capacité de 170 Mw.

50Mw supplémentaires

Avec actuellement trois milliards de m3 de retenue d'eau, Lom Pangar a permis au Cameroun de traverser en juin 2017, « l'étiage le plus calme depuis 10 ans », selon l'électricien Eneo. En effet, la demande en énergie électrique dans le pays a augmenté de 9% en 2017. Cette hausse de la demande a induit un besoin de production supplémentaire de 50Mw. Mais, en dépit de cette hausse de la demande, les consommateurs d'électricité n'ont pas beaucoup ressenti les délestages habituels (notamment dans la partie Sud du pays, puisque la situation s'est plutôt aggravée dans les trois régions septentrionales), qui sont d'ailleurs souvent plus intenses pendant la période d'étiage, du fait de la baisse de la production, elle-même induite par la réduction du niveau des eaux dans les barrages du pays.

A l'origine de cette amélioration de l'offre d'électricité observée dans le réseau interconnecté Sud, soutient la société Eneo, se trouve une combinaison de deux facteurs majeurs. Il y a d'abord, indique la firme contrôlée par le fonds d'investissement britannique Actis, «la mise en eau du barrage de Lom Pangar, qui a permis d'obtenir un débit régularisé de la Sanaga entre 960 m3/s et 1090 m3/s», offrant ainsi «aux centrales de Songloulou et d'Edéa de produire près de 10% d'énergie de plus que l'année dernière à la même période, soit 193 Gwh». Le projet hydroélectrique de Lom Pangar vise l'augmentation de la capacité de production d'électricité et la réduction des fluctuations saisonnières de débit du fleuve Sanaga, ainsi que l'amélioration de l'accès à l'électricité au Cameroun.

D'une capacité de 6 milliards de mètres cube d'eau, c'est le plus grand barrage-réservoir jamais réalisé dans le pays. La société chinoise Cwe et l'entreprise de patrimoine Electricity Development Corporation (Edc), ont procédé le 24 septembre 2015, au lancement du processus de mise en eau partielle du barrage de Lom Pangar.

Réaction

GASTON ELOUNDOU ESSOMBA, MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ÉNERGIE

«Il est important d'accélérer l'usine de pied»

« Nous sommes ici pour une visite du barrage de Lom Pangar et nous procédons également au lancement des travaux de construction de l'usine de pied de Lom Pangar qui aura une puissance installée totale de 30 MW et sera équipée de 4 turbines de type Kaplan vertical avec une puissance nominale unitaire de 7,5Mw chacune. Il est important d'accélérer l'usine de pied pour tenir les délais contractuels. Comme vous savez, le barrage est à sa troisième année de régularisation du fleuve Sanaga avec un impact significatif en termes d'augmentation des capacités de production des centrales installées de Song Loulou et Edea de 170Mw.

Ce qui permet de réduire de façon aussi significative les délestages sur le réseau interconnecté Sud. C'est au président de la République, son excellence Paul Biya, que nous devons cette grande réalisation qui aujourd'hui fait la fierté de notre pays. C'est donc l'occasion de lui dire Merci pour cet ouvrage de grande envergure qui est le plus important du secteur de l'énergie au Cameroun, actuellement».

PRODUCTION CACAOYÈRE

Le Centre ravi le leadership au Sud-ouest

Avec 50,3%, la région du Centre a remarquablement contribué à la récolte des 253 510 tonnes commercialisées.

SA

Dans sa récente étude sur l'impact de la crise anglophone en cours, sur l'économie camerounaise, le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam), révèle que la région du Sud-ouest du pays a perdu sa première place dans la production nationale de cacao au bénéfice de celle du Centre. Le Sud-ouest est ainsi passé de 45,45% des ventes nationales de cacao à 32%, soit une perte de 43 000 tonnes sur la campagne 2017-2018. La perte financière qui en découle est de l'ordre de 56 milliards Fcfa en recettes d'exportation (rapatriement de devises). Les pertes directes des recettes des agriculteurs du Sud-ouest s'élèvent à 35 milliards Fcfa. Le Gicam ajoute que la redistribution des primes aux planteurs est complètement compromise.

Dans ce cadre, c'est près de trois milliards Fcfa de revenus des planteurs qui sont perdus. Le Gicam prévient : « Le contre coût sera très important pour les campagnes à venir même en cas de rétablissement du climat sécuritaire car, de nombreuses plantations sont à l'abandon et une quantité considérable de l'équipement de production est désormais détruite.» Pour la saison cacaoyère 2018-2019, vue la situation sécuritaire encore plus critique, l'étude du Groupement inter-patronal projette une perte comprise entre 60 000 tonnes et 100 000 tonnes de cacao. Cela représenterait entre 78 et 130 milliards de Fcfa en recettes d'exportation (rapatriement de devises) dont, entre 49 et 81 milliards de Fcfa de recettes des agriculteurs du Sud-ouest.

En aval des filières café et cacao, les industries de transformation voient leurs activités de plus en plus fragilisées. Il convient de souligner qu'en la faveur de trois réformes importantes (prorogation du régime des zones franches et points francs industriels, augmentation de la redevance export cacao brut, signature des Ape), de nombreux investissements viennent d'être réalisés pour la transformation locale du cacao. Il était projeté un taux de transformation locale de 52% à l'horizon 2020 avec quatre usines désormais opérationnelles. Pour les trois unités de transformation (Sic Cacaos / Douala dont la capacité est passée de 30 000 tonnes à 55 000 tonnes de production –

Neossi Industry / Kekem démarrera dans quelque mois son usine de 32 000 tonnes - Atlantic Cocoa / Kribi démarrera dans quelque mois son usine de 48 000 tonne) dont une part importante des matières premières provenait des régions anglophones, des arrêts forcés d'activités pouvant s'étendre jusqu'à cinq semaines sont déjà programmés.

La reprise de l'activité est d'ailleurs conditionnée, à court terme, par la possibilité de trouver d'autres sources d'approvisionnement et notamment de recourir à des importations ponctuelles. Des demandes d'autorisations à cette fin ont été transmises à l'administration mais il s'agit à coup sûr d'une remise en cause fondamentale du modèle économique ayant sous-tendu l'installation de ces unités. La cessation d'activité envisagée par ces entreprises représenterait une perte de chiffre d'affaires de l'ordre de 10,8 milliards de Fcfa.

PRÉSIDENTIELLE 2018

La crise anglophone s'impose aux candidats

Des neuf postulants à la magistrature suprême, en qualité de chef de l'Etat en poste, Paul Biya est celui qui affiche un bilan. Et des états de service qui lui valent le soutien des Camerounais.

Marie Flore Nguimbous

La crise anglophone s'est intensifiée depuis la convocation du corps électoral, le 09 juillet 2018. Même si le secrétaire à la communication du Rassemblement du peuple camerounais (Rdpc), Jacques Fame Ndongo répondant aux questions des confrères de Rfi a minimisé l'impact, ce conflit est au cœur de la vie des Camerounais. En témoigne le récent rapport du Groupement inter patronal du Cameroun (Gicam) dont les chiffres sur les incidences économiques sont un véritable désastre. Et répondant aux questions de Christophe Boisbouvier vendredi, 21 septembre 2018, le leader du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), Maurice Kamto préconisait que s'il est élu, sa première sortie sera pour les régions du Sud-ouest et du Nord-ouest. Si pour lui, la solution à la question passe par le dialogue, il reste très évasif sur la forme de l'Etat. «J'irai à la rencontre des populations prises entre deux feux». Les groupes sécessionnistes qui tuent terrorisent et pillent, et les forces de défense. Or, le candidat Kamto accusé par l'opinion camerounaise de louvoyer sur plus d'une question, est toujours particulièrement attendu sur la résolution de cette crise dont l'une des clefs, est la forme de l'Etat. Certes, il parle de l'Etat décentralisé. Mais il est particulièrement tiède sur le modèle à appliquer. Le Cameroun parviendra-t-il à trouver son épilogue à l'issue de la présidentielle d'octobre ? Si rien n'est moins sûr, elle est l'un des principaux chantiers des challengers du président sortant Paul Biya qui lui, semble n'avoir pas encore eu la panacée à cette crise. L'ancien ministre délégué auprès du ministre de la Justice réfute toute idée de sécession à laquelle il oppose plutôt un régionalisme.

De son côté, le candidat du parti Univers Cabral Libii pense que «la crise anglophone, n'est pas une crise séparatiste ou indépendantiste. Il s'agit de nos frères et sœurs d'une partie du pays qui sont nostalgiques de 11 années de fédéralisme et qui ont l'impression d'être négligés et assimilés depuis l'unification qui a eu lieu en 1972. Donc il convient aujourd'hui de décongestionner l'Etat central et de permettre aux régions, il y en a dix au Cameroun, de s'autogérer au travers d'un transfert de compétences, et de ressources», a-t-il récemment déclaré sur le plateau de Tv5. L'ancien leader du mouvement estudiantin soutient lui aussi que la solution passe par le dialogue avec les différentes composantes sociologiques impliquées dans ce conflit. Sauf que là aussi, la méthode reste quelque peu ambiguë.

Chef de guerre

Originaire des régions en crise, le candidat du Social Democratic Front (Sdf), Joshua Osih estime notamment que le fédéralisme est la clé de voûte pour venir à bout du conflit. Pour cela, il pense qu'il est temps de «remettre le pouvoir au peuple. Et le pouvoir au peuple, ça veut dire le fédéralisme, ça veut dire que les populations elles-mêmes se gèrent, gèrent leur développement», a-t-il annoncé lors de la présentation de son projet de société au cours du mois d'août dernier. Ce chef d'entreprise estime que «le pouvoir de Yaoundé est à l'origine de cette crise pour laquelle il n'a qu'une solution militaire». Lui aussi originaire du coin, Me Akere Muna soutient que le président candidat, «Paul Biya se refuse de comprendre ce qui se passe. «Les Camerounais ont la responsabilité d'élire quelqu'un qui comprend cette crise. Pour lui, «le fédéralisme peut également taire les tensions dans le pays».

De son côté, Paul Biya qui bénéficie de la sympathie de l'immense majorité des Camerounais qui selon leurs dires rejettent l'idée de séparation, objectent également qu'on «ne change pas de leader en pleine guerre». En clair pour eux Paul Biya est le chef de guerre qu'il convient de laisser «poursuivre la lutte contre cet ennemi décidé à détruire le Cameroun». A ce propos le président sortant et candidat à sa propre succession, a engagé les forces de défense et de sécurité pour l'éradication de cette rébellion. Ouvert à l'option du dialogue, il veut savoir qui sont les interlocuteurs de la République. Le gouvernement camerounais s'oppose radicalement à l'idée de sécession qualifiant les mouvements armés de terroristes. Après avoir mis en place différentes plateformes dont les travaux ont abouti à la reprise normale des activités judiciaires et scolaires dans les deux régions, le chef de l'Etat a créé la Commission pour le bilinguisme.

Il a par ailleurs procédé à la redistribution des cartes aussi bien dans les administrations qu'à la tête des entreprises publiques. Des réformes majeures sont également intervenues dans nombre d'institutions étatiques, pour un plus grand équilibre et une prise en compte notable des compatriotes des régions anglophones. Un travail qu'il entend poursuivre pour la stabilité et la paix civile.

JEAN BERNARD NDONGO ESSOMBA

Le président de la campagne pour le Centre

Véritable baron aussi bien dans le monde des affaires comme dans le champ politique où il est membre du Bureau politique du Rdpc et président du groupe parlementaire, son âge en fait l'un des doyens souvent consultés par Paul Biya.

Léger Ntiga

Depuis des semaines, il est l'objet de nombreuses attentions aussi bien de la part de ses camarades du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), nommés sous sa férule à la tête des Commissions départementales de la campagne de leur candidats, que des dirigeants des partis alliés (traditionnels et conjoncturels). Avare de propos, se contentant souvent de l'essentiel, «Jean Bernard Ndongo Essomba organise et transmet», disent ceux qui, sur le terrain politique travaillent avec lui. Homme d'action, on le dit très au fait des situations et réalités. Aussi connaît-il bien les acteurs dans ce vaste Centre dont il est le président de la Commission régionale de campagne du Rdpc pour la énième fois. Attaché à l'application des textes, instruments et directives de la direction de son parti, il ne s'aliène aucun responsable. Pas plus qu'il n'accepte des interférences.

C'est le sens du propos qu'il a tenu lors de la réunion du 18 septembre 2018 à la salle des actes de la Communauté urbaine de Yaoundé avec les présidents et vice-présidents des Commissions départementales de campagne du candidat Paul Biya. De lui, ses camarades ont appris que la campagne du Rdpc se veut inclusive. Et sur les détails, on sait également qu'il faudra ratisser large. Ceci veut dire que les équipes de campagne se rendront de la cellule qui est la plus petite unité du parti au pouvoir, à la section. Ce qui a débuté le week-end dernier en ouverture de l'opération avec les 360 réunions tenues dans chacune des sections Rdpc du Cameroun. Alternativement avec ces deux approches, la méthode Ndongo c'est aussi le porte en porte qui est également une prescription du secrétaire général du Comité central du Rdpc, Jean Nkuete. C'est aussi le sens de sa présence, le jeudi 20 septembre à Konabeng aux côtés du secrétaire d'Etat Ndong Soumhet.

Vieux et jeunes loups

Pas étonnant que vieux et jeunes loups parmi les présidents James Onobiono du Mbam et Inoubou, Bidoung Mkpatt de la Haute-Sanaga, Luc Magloire Mbarga Atangana de la Mefou et Afamba, Gaston Eloundou Essomba de la Mefou et Akono, Bell Luc René du Nyong et Kellé, Robert Nkili du Nyong et Mfoumou, Joseph Armathe Amougou du Nyong et Sô, Henri Eyebe Ayissi de la Lékié, Gilbert Tsimi Evouna du Mfoundi et Nicole Okala, disent être fiers d'évoluer à ses côtés. Comme d'ailleurs des membres de sa Commission: Philippe Mbarga Mboa, Jean-Baptiste Beléoken et autre Eting Hilarion. Jamais à court de solutions, il sait adapter la stratégie nationale de campagne au contexte régional. «Il m'appartient de veiller au respect des prescriptions du secrétaire général du Comité central. Il ne me revient pas de faire des entorses aux instructions données par lui», répète-t-il à l'envie à ceux qui font des suggestions de courte échelle.

Souvent en délicatesse avec certains milieux comme la presse, parfois dans son cadre de vie, il exprime partout la baronnie. Et surtout dans le monde des affaires où il est également très respecté de l'avis de James Onobiono, un capitaine d'industrie. Selon les statistiques de l'Office national du cacao et du café (Oncc), les exportations du cacao camerounais continuent d'être dominées par un nombre réduit d'opérateurs. Pour la dernière campagne, qui s'est achevée à la mi-juillet 2018, trois d'entre eux se sont adjugé 56% des 170,9 mille tonnes de fèves exportées. Par ordre on a Telcar Cocoa, un négociant de la firme américaine Cargill qui a assuré 27% des exportations, Olam et le Camerounais Ndongo Essomba, avec respectivement 20,7% et 8% des exportations de fèves. C'est ce notable qui va coordonner les équipes qui sont à pied d'œuvre depuis samedi dernier pour solliciter les suffrages en faveur de Paul Biya.

Les médias dans la campagne

COUVERTURE

Les équipes de la Crtv font polémique

Les différents porte-paroles des adversaires de Paul Biya accusent l'Office de radio et télévision du Cameroun de mauvais jeu.

L N

Réunis à Douala le mardi 18 septembre 2018 les conseillers en communication Olivier Bibou Nissack, Paul Mahel, Jean-Robert Waffo, Bindzi Emille et Clarence Yongo, respectivement mandataires des candidats Maurice Kamto, Akere Muna, Joshua Osih, Cabral Libii et Espoir Matomba, à la présidentielle 2018 accusent le média à capitaux publics d'iniquité dans la diffusion du compte-rendu de leurs actions sur le terrain, en rapport avec le temps d'antenne consacré aux activités du Rdpc et son président. C'est une note de service du directeur général (Dg) de la Cameroon Radio And Television (Crtv), Charles Ndongo portant désignation des équipes mixtes affectés aux candidats à la présidentielle qui est à l'origine de la récrimination assortie de menaces.

Le document met cinq équipes à la disposition «du seul candidat du Rdpc. Les personnalités du Rdpc qui ont eu une équipe de la chaîne nationale pour leur meeting ne sont pas des candidats», de l'avis des cinq porte-paroles en conclave. Les équipes de couverture sont respectivement affectées au président du Sénat, celui de l'Assemblée nationale, le directeur de campagne de Paul Biya, ainsi que la majorité présidentielle. Face à cette situation, le groupe des cinq exige le rétablissement de l'équilibre dans la couverture médiatique de la campagne officielle, en retirant les équipes de reporter de la Crtv auprès des personnalités évoquées un peu plus haut.

Equipe spéciale

En cas de non-respect de l'équité par la Crtv, les porte-paroles menacent

de saisir les instances appropriées pour recours comme le prévoit la loi et la réglementation en vigueur. Pour les candidats de l'opposition, si la Crtv maintient son parti pris en faveur du candidat du pouvoir, ils boycotteront ses équipes et demanderont la démission du Dg Charles Ndongo. «Habituellement ils biaisent le temps d'antenne de chaque candidat, mais cette fois ils ont exagéré», s'insurge Jean-Robert Wafo pour le compte de Joshua Osih du Social Democratic Front (Sdf). «Nous demandons à la Crtv de redresser l'équilibre au niveau du traitement de l'information, que tout le monde soit logé à la même enseigne, qu'il soit affecté au candidat du Rdpc une équipe de reportage avec le même nombre de reporters que pour tous les autres candidats», explique le porte-parole d'Akere Muna, Paul Mahel du Mouvement Now.

Dans l'entourage du directeur général de la Crtv, Charles Ndongo on réagit à cette levée de boucliers en indiquant que les personnalités suivies dans le cadre de la campagne présidentielle qui a débuté le week-end dernier, «disposent chacune en tant que corps constitué, d'une équipe spéciale de reportage régulièrement affectée par la Crtv. Ce n'est pas une nouveauté ». Il en est du chef de l'Etat qui est suivie par la Brigade des affaires réservées, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale voire le Premier ministre dont les activités en temps de campagne, ne peuvent véritablement dissociées de celles relevant des institutions qu'ils dirigent.

SÉCURITÉ DU SCRUTIN

Elecam dans la stratégie du Sed et du Dgsn

Les responsables de l'organe en charge des élections ont tenu une rencontre en présence des candidats le 18 septembre 2018.

MFN

La sécurité est au cœur de toutes les préoccupations en cette veille d'élection présidentielle. Elle l'était plus encore, le mardi 18 septembre 2018. A l'occasion, une session de haut rang s'est tenue ce jour au siège d'Elections Cameroon (Elecam). Les responsables d'Elecam ont réuni les candidats, tous représentés par leurs porte-paroles, le représentant du Dgsn et le secrétaire d'Etat à la défense en charge de la gendarmerie nationale (Sed), Yves Landry Galax Etoga. Les différents partis engagés dans la course à la présidence ont été informés des détails du dispositif sécuritaire qui sera mis en place le 07 octobre prochain.

La réunion s'est déroulée à huis-clos. Mais, selon certaines indiscrétions des centaines d'élèves officiers seront déployés dès le 25 septembre prochain à travers le territoire national, pour assurer la sécurité des acteurs du scrutin du 07 octobre prochain. Sur le point de la crise anglophone, le Sed et Elecam ont exposé une convergence de points de vue relativement au projet de mise en place des centres de vote au sein desquels seront regroupés plusieurs bureaux de vote. Cette option préconisée par les responsables de la direction générale des élections, est partagée par le ministre de l'Administration territoriale pour garantir la tenue du scrutin en dépit du climat de tension qui y prévaut. Une disposition qui a fait des gorges chaudes dans les rangs de certains partis politiques.

Session de plein droit

«Le Sdf part très déçu de cette réunion à cause de la situation dans le Nord-ouest et le Sud-ouest, et nous pensons que les autorités n'ont pas pris les dispositions pour permettre aux Camerounais dans ces zones de pouvoir voter librement le chef de l'Etat, car on continue à parler des centres de votes, ce qui implique que des gens vont parcourir des distances de 20-30Km pour aller voter dans une situation d'insécurité. Le Sdf est très inquiet», regrette le secrétaire général du Social Democratic Front, Jean Tsomelou. Pour autant, la rencontre du 17 septembre 2018 était une bonne initiative de l'avis de la majorité des acteurs, même si tous ont déploré l'absence du ministre Paul Atanga Nji de l'Administration territoriale ou de son représentant. Au bout du compte, pour Elecam et les autres participants, le scrutin va se dérouler effectivement dans l'ensemble du pays.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 87 du Code électoral, la campagne électorale a officiellement été lancée le 22 septembre 2018. C'est en prélude à ce tournant majeur du processus électoral que s'est tenue le mardi 18 septembre 2018 à 11h à l'hôtel Mont Fébé, la cinquième session de plein droit du Conseil électoral en vue de l'élection du président de la République. L'objectif de cette rencontre était d'évaluer le niveau d'avancement des activités liées aux opérations électorales. A ce sujet, l'exposé du directeur général des élections a apporté des précisions sur l'état d'avancement des préparatifs de l'élection prési-

dentielle du 07 octobre prochain.
Le travail abattu par la direction générale des élections a été salué par les membres du Conseil électoral. Plusieurs autres sujets ont été soumis à l'examen des membres du Conseil électoral notamment, le projet de résolution constatant la composition de la Commission nationale de recensement général de vote, la validation des termes de référence de la descente sur le terrain des membres du Conseil électoral du 21 septembre au 1er octobre 2018. Au sortir de cette session, le président du Conseil électoral, Enoh Abrams Egbe a appelé les différents acteurs du processus électoral à plus de responsabilité, il a par ailleurs réitéré la détermination d'Elections Cameroon d'assurer aux Camerounais une élection crédible, transparente et apaisée.

FINANCEMENT DE CAMPAGNE

Les partis d'opposition boudent les 30 millions alloués

L'enveloppe en deux tranches de 15 millions de Fcfa chacune, mise à la disposition des candidats pour leur déploiement sur le terrain pour les 15 jours légaux, ne fait pas l'unanimité.

MFN

Quelques représentants des candidats ont refusé la première tranche des 30 millions de Fcfa, soit 15 millions de Fcfa en espèces sonnantes et trébuchantes proposée par le ministère de l'Administration territoriale (Minat). Ce montant constitue l'avance de 50% du financement public de la campagne électorale. La loi camerounaise prévoit que l'autre moitié doit être versée après le scrutin, aux seuls candidats ayant réalisé un score de 5% au moins.
Pour cette présidentielle du 07 octobre 2018, l'enveloppe globale réservée au financement public de la campagne électorale est de 30 millions Fcfa par candidat soit 270 millions Fcfa pour les neuf compétiteurs.
Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), Franklin Ndifor du Mouvement citoyen national du Cameroun (Mcnc) et Serge Espoir Matomba du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs) n'ont pas perçu leur quote-part. D'après le Minat, la Plateforme pour la nouvelle République qui soutient le candidat Akere Muna n'a pas encore envoyé de représentant pour le retrait du financement public de la campagne électorale. Les candidats de l'opposition, estiment qu'il s'agit d'une «injure». Ils déplorent que le Code électoral prévoie le financement public de la campagne électorale, mais pas le montant fixe à verser à chaque candidat. Interrogé Serge Espoir Matomba a dénoncé une moquerie de l'État et s'est voulu catégorique, «notre refus est catégorique nous n'allons pas percevoir cet argent. Notre campagne est évaluée à huit milliards Fcfa. Nous ne sommes pas les seuls à l'avoir refusé et nous sommes en contact avec les autres.»

Levée de fonds

En réaction, Paul Atanga Nji, le ministre de l'Administration territoriale a fait savoir que trois partis politiques avaient encaissé leur quote-part. «Les représentants de Cabral Libii (Univers), Paul Biya du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) et Joshua Osih du Social Democratic Front (Sdf), ont perçu leur tranche des 15 millions Fcfa chacun», a précisé le ministre. La caution de candidature versée lors du dépôt du dossier de candidature est fixée à 30 millions Fcfa. En prélude à l'ouverture officielle de la campagne le 22 septembre, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji a rendu public le 18 septembre 2018 un communiqué invitant les candidats ou leurs mandataires à passer retirer leur tranche des fonds de campagne.
Les neuf candidats dans la course pour le Palais de l'Unité étaient attendus au ministère en charge de l'Administration territoriale pour rentrer en possession de la première tranche du financement public alloué pour les activités de la campagne électorale. Une bouffée d'oxygène pour les candidats qui depuis des semaines mobilisent des fonds auprès de leurs concitoyens. C'est Paul Biya et le Rdpc qui ont ouvert le bal depuis 2017. A l'initiative du ministre Henri Eyebe Ayissi, l'idée d'un fonds spécial de soutien à la campagne de Paul Biya a germé. D'un département à l'autre, des collectes sur fond de concurrence, ont été organisées. Cabral Libii a emboité le pas avec une demande de 200 millions de Fcfa. .
Maurice Kamto candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) a lui aussi appelé les Camerounais à contribuer pour sa campagne électorale. Il demande que ses concitoyens donne chacun la somme de 1000Fcfa pour qu'il puisse marquer le penalty le 07 octobre prochain. Il a été suivi par Joshua Osih du Social democratic front qui en date du 10 septembre 2018 sur sa page Facebook, a lui aussi fait un appel à contribution.

CONSEIL AGROPASTORAL

63 milliards pour financer sa troisième phase

Le Minader et le Minepia ont conjointement organisé le lancement officielle des activités du programme de consolidation et de pérennisation du conseil agropastoral (Pcp-acefa), vendredi dernier à Yaoundé.

Par Crescence Yolande Akaba

Le programme de consolidation et de pérennisation du conseil agropastoral (Pcp-acefa), jadis connu sous le nom Acefa a pris un nouvel envol vendredi 21 septembre 2018 dans les salons de l'hôtel Hilton à Yaoundé. A l'occasion les ministres de l'Agriculture et du Développement rural (Minader), Henri Eyebe Ayissi, et de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales (Minepia), Dr Taïga représenté par son secrétaire général ont conjointement procédé au lancement officiel de la troisième phase du Pcp-acefa. Cette cérémonie qui a aussi connu la présence massive des représentants des organisations agropastorales et autres personnalités, était placée sous le thème: «pour une agriculture productive, profitable et compétitive».

Après la présentation générale du programme et le bilan des précédentes activités par le coordonnateur dudit projet, Moumini Bouba, les activités ont été lancées par le Minader. «Comme son nom l'indique, il passe dans la phase de consolidation des acquis. Et aussi de l'amélioration des performances. Nous devons satisfaire les attentes, les besoins de l'agriculture. Qu'elle rapporte à l'économie nationale. En tant que tutelle Minader et Minepia, nous continuerons à faire que l'excellent travail passe par la création des conditions de réalisations de ses activités. Nous voulons le pérenniser par l'amélioration des acquis nationaux», s'est s'exprimé le Minader en ouvrant les activités du Pcp-acefa. Le programme est financé par l'Agence française de développement (Afd), représentée par son directeur régional Benoît Lebeurre.

Financement

Ce programme qui couvre désormais toutes les dix régions a vu le jour le 14 juillet 2017 à la suite de la signature d'une convention d'affectation entre le Cameroun et la France. Et lui accordant ainsi la mise en œuvre d'une troisième phase pour un montant de 63 milliards de Fcfa. Après deux phases d'accompagnement de proximité fournis aux organisations professionnelles agropastorales, le Pcp-acefa a entamé une étape qui porte sur l'agriculture et le développement rural. Avec en toile la consolidation et la pérennisation du conseil agropastoral. Cette consolidation passe par la sécurité alimentaire, la croissance et l'agriculture de deuxième génération.

Ses enjeux sont: augmenter l'impact du conseil par le nombre de producteurs touchés (environ 350 000 individuels et organisés) et la qualité des services, améliorer l'organisation les méthodes et les compétences, financer la modernisation de l'appareil de production (environ 4000 projets pour 18 milliards), renforcer la cogestion, institutionnaliser le dispositif à travers une agence nationale du conseil agropastoral. Il devra contribuer à l'augmentation de certains produits agropastoraux. A l'instar: maïs, sorgho, cacao, huile de palme, manioc, banane plantain, riz, soja, café, porcs, poulets, œufs, lait. D'autres productions comme le maraîchage, oignons, élevage non conventionnel sont également concernés.

Les bénéficiaires du projet sont les organisateurs de producteurs légalisés, d'au moins cinq membres, les groupes de producteurs informels, les exploitations familiales agropastorales.

RÉGULATION DES MÉDIAS

Le Cnc rappelle au respect de transparence et de la déontologie

Le président du Conseil national de la communication (Cnc), Peter Essoka a donné une conférence de presse sur le respect du pluralisme, de l'équilibre et de la transparence vendredi dernier à Yaoundé.

Par C. Y. A

Quinze jours de joute et d'agitation pour neuf candidats un fauteuil. Depuis samedi 22 septembre 2018, la campagne électorale pour la présidentielle du 07 s'est officiellement ouverte. Afin de s'assurer d'une bonne couverture de ce volet du processus électoral par les entreprises de presse, le président du Conseil national de la Communication (Cnc), Peter Essoka a donné une conférence de presse pour rappeler les principes qui encadrent la couverture médiatique et le traitement de l'information en période électorale. Dans son quartier général du quartier Golfe à Yaoundé, Peter Essoka

a parlé d'équilibre, de pluralisme et de transparence.

En cette période de campagne électorale, l'exigence la plus grande de l'expression est la diversité dans le traitement de l'information politique de manière générale. Il convient de faire minimalement attention dans la gestion des sujets en rapport avec les thèmes et les enjeux de la compétition électorale. «Tout ce qui est de nature à fragiliser des idéaux de paix sociale, d'unité et d'intégration nationale, de démocratie et des droits de l'Homme est strictement interdit de diffusion. Tout appel direct ou indirect à la sécession est prohibé. Tout message de soutien aux sécessionnistes et au sécessionnisme sera censuré. Les propos de nature à favoriser des affrontements ou à la les susciter doivent être proscrits», a-t-il énuméré face aux hommes et aux femmes des medias venus nombreux.

En présence des autres membres du Cnc, il a ainsi attiré l'attention des professionnels des médias sur les notions de transparence, de pluralisme et d'équilibre qui doivent alors revêtir un poids plus important dans leur travail au regard de la législation en vigueur. Pour lui, la notion de transparence renvoie à l'obligation déontologique qu'ont les organes de presse et les journalistes de présenter distinctement ce qui relève de l'information et ce qui tient de la publicité voire la propagande électorale. Autrement dit, tout mélange d'informations et de propagande est proscrite au regard de ce principe.

Le volet du pluralisme dans les entreprises de presse renvoie à l'obligation qu'ont celles-ci, de prendre en compte le genre, la diversité des courants de pensées, des catégories sociales de la population dans le traitement des sujets choisis. Ils doivent fournir des efforts de recueillir les opinions de tous les partis en lice lorsqu'il s'agit du traitement des sujets se rapportant à la compétition électorale. Le rendu final de ce traitement doit refléter autant que faire se peut cette diversité. S'agissant de l'équilibre, il se trouve dans le prolongement du pluralisme. Il est question d'un traitement équitable des opinions ou des informations collectées par les journalistes dans le cadre de leur travail.

Célestin Bedzigui, Président du Pal

«Christian Penda Ekoka se comporte comme une chauve-souris »

Président du Parti de l'alliance libérale (Pal), cet homme politique parmi les artisans de la Tripartite de 1991, est un biyaiste de la première heure. S'il est avec quelques autres, le bâtisseur de la Majorité présidentielle avant la présidentielle de 1992, c'est tout naturellement qu'il remet ça en cette année 2018 en affirmant sans réserve son soutien à la candidature de Paul Biya à l'élection présidentielle 2018. Ce, dès janvier 2018. Au point de susciter la controverse, notamment sur les réseaux sociaux. Tant on connaît la verve et le franc-parler de cet homme politique militant farouche du multipartisme. Conciliant quand il le faut, équidistant de certaines options économiques du gouvernement, il est convaincu que Paul Biya représente le meilleur risque pour le Cameroun. Position qu'il tient et défend au cours d'une conférence de presse à Yaoundé le 22 février 2018. Depuis lors, il soutient Paul Biya. L'économiste se refuse désormais de faire de «l'opposition stérile». Même si je dois rentrer par la petite porte pour être à côté de celui qui décide, je le ferai», a déclaré Célestin Bedzigui parlant aux journalistes qui l'interrogeaient. Et l'ancien vice-président de l'Undp a, dès les tous premiers jours de janvier, dénoncé la fusion d'avec cette formation politique. Reprenant sa liberté dans ce tumultueux ménage avec l'Union nationale pour la démocratie et le progrès dont l'acte de mariage scellé le 05 janvier 1997 à Ngaoundéré, à son goût ne sera qu'un pacte de dupe, espère du projet de construction du barrage hydroélectrique de Lebanga sur le fleuve Sanaga (Monatélé) dont l'investissement est estimé à 1000 milliards de Fcfa. Et qu'il défend depuis une vingtaine d'années. A bâtons rompus, il s'est ouvert pour commenter les déclarations de Christian Penda Ekoka, conseiller à la présidence de la République.

Entretien Léger Ntiga

Quel commentaire faites-vous du ralliement de Penda Ekoka à Maurice Kamto?

Décidemment la vérité s'impose. Ce ralliement est un bal de chauve-souris. Deux personnes sorties de l'anonymat par le président Biya dont elles sont incapables d'articuler une critique fondée mais qui se retrouvent à se poser en alternative de quoi sourire. On se serait plutôt attendu de leur trouver une convergence programmatique pour justifier ce ralliement Mais que non! Leur liant n'est constitué que des frustrations personnelles qu'ils tentent de vendre aux Camerounais... en guise d'attrape- nigauds. Cela ne peut prospérer. Bien à l'inverse, cette chauve-souris, ni mammifère ni oiseau, ne peuvent que s'y empaler sur leurs illusions.

Comment en mesurez-vous l'impact de cet attelage?

Aucun impact... Absolument aucun impact politique ou électoral ne justifiera ce ralliement. Les Camerounais ne se laisseront pas rouler dans l'illusion que veulent leur vendre ces deux personnages dont la seule posture actuelle consistant à médire sur celui qui les a placés sous la lumière et rendus visibles prêche à suffisance de ce qu' elles n'ont pas le minimum d'honnêteté intellectuelle et pour ne pas le dire, d'honnêteté tout court qui est requise aux personnalités d'Etat.

Au cours des dernières semaines la scène s'est animée des critiques à charge de l'économiste Christian Penda Ekoka, contre le régime alors même qu'il se présente

Les Camerounais ne se laisseront pas rouler dans l'illusion que veulent leur vendre ces deux personnages dont la seule posture actuelle consistant à médire sur celui qui les a placés sous la lumière et rendus visibles prêche à suffisance de ce qu' elles n'ont pas le minimum d'honnêteté intellectuelle et pour ne pas le dire, d'honnêteté tout court qui est requise aux personnalités d'Etat.

comme conseiller technique à la présidence de la République. Quelle lecture faites-vous d'une telle démarche?

En m'interdisant toute subjectivité sur ce sujet, je me dois de dire d'entrée de jeu que les propos répandus par Christian Penda Ekoka que je connais bien par ailleurs ne sont pas ceux d'un économiste. S'il en était un, nous le retrouverions faisant des analyses critiques, s'il le pense, sur le modèle économique de notre pays, sur les politiques économiques de son gouvernement, sur les stratégies sectorielles mises en œuvre. Sur ces domaines, rien de pertinent n'a été dit. On a plutôt entendu des propos d'autoglorification qui masquent mal, ce qui peut être contesté, pour rester poli et convenant, une insuffisance substantielle et une légèreté intellectuelle, toute chose que j'avais déjà eue à observer lorsqu'il y a quelques mois, il s'en était allé dans les journaux clamer que le barrage de Lebanga de 1000Mw sur lequel nous avions réussi à attirer l'attention du chef de l'État était irréaliste; aujourd'hui, une première mission exploratoire de Chine vient de séjourner sur le site pour en engager les études. Voilà le personnage qui est pourtant de mes connaissances et de mes amis.

Comment comprendre ses sorties alors même que Christian Ekoka Penda se prévaut d'être conseiller technique au Cabinet civil de la présidence?

De façon regrettable, nous sommes là face à une posture politico-médiatique dont le but est questionnable. Une position de conseiller impose une discrétion absolue et une transparence totale par rapport au sujet des dossiers sur lesquels on est consulté. Car, ses avis ne sont que des avis sur lesquels le «patron» garde la main pour l'orientation finale. Il y a même là violation du code de conduite qui régit le métier de «conseiller-consultant» que j'ai moi-même quelque fois pratiqué. A se demander à quoi rime tout ce bruit.

A l'analyse du contexte politique de l'heure n'assiste-t-on pas à une campagne de communication préélectorale?

Un scoop politique certainement, non. Une posture d'autoglorification médiatique, si. Malheureusement, l'expertise qui crédibiliserait la démarche de Christian Ekoka Penda ne ressort pas de ses propos qui se révèlent n'être qu'un rabâchage des critiques banales et récurrentes qu'on entend déclamer depuis des années certains qu'on dit de l'opposition.

M. Penda Ekoka par ailleurs, consultant international en politiques économiques, ne remet-il pas en cause la politique économique gouvernementale?

C'est d'ailleurs là que Penda Ekoka perd sa crédibilité. Car dans son propos ne ressort aucune critique articulée de la politique économique du gouvernement. Son propos se limite en effet à relayer ou à relever certains dysfonctionnements des services et de l'administration en charge de certains dossiers sans pour autant que soit remis en cause ni la vision économique du président Biya, encore moins les impulsions et les orientations qu'il ne cesse de donner à l'action du gouvernement.

Toujours en poste au Cabinet civil. Pensez-vous que M. Penda Ekoka puisse encore valablement continuer à servir comme conseiller du chef de l'état?

Il y a à n'en point douter une question de loyauté qui se pose ici, Christian Ekoka Penda le ressentant lui-même et ne se rend plus que très rarement à son bureau à la présidence malgré ses dénégations. Certains pourraient de ce fait, alléguer d'une manière d'imposture intellectuelle. Cet état de fait ne peut qu'être déploré par l'être que nous sommes. Noter le fait qu'en dépit de ces turpitudes, Christian Ekoka ne s'est pas vu «chasser» de la présidence. Y a-t-il meilleure preuve de mansuétude du «Maître des lieux», suivez mon regard? Vivement qu'à la première occasion, Christian Penda Ekoka trouve un moyen de racheter son estime aux yeux de l'opinion.

Il y a à n'en point douter une question de loyauté qui se pose ici, Christian Ekoka Penda le ressentant lui-même et ne se rend plus que très rarement à son bureau à la présidence malgré ses dénégations.

LA FILARIOSE

La maladie des vers

La filariose non traitée provoque des troubles de comportement, conduit à des souffrances physiques et morales chez le patient.

Par Elvis Serge Nsaa

Denis Ewonde Adiongo, est un agriculteur de 48 ans, habitant Akonolinga, chef-lieu du département du Nyong et Mfoumou dans la région du Centre. Depuis la mi-septembre, il a des démangeaisons, une irritation des yeux, des inflammations au niveau des articulations. Parfois, il se forme sous sa peau des placards inflammatoires (boutons) causés par les multiples déplacements d'un ver. «Le ver peut passer une à deux journées dans mon œil», se plaint-il. De l'autre côté, le membre supérieur et le membre inférieur gauches de Marc Ango sont hypertrophiés, en particulier la jambe gauche. La peau est sèche, ichtyosique, hyperpigmentée. Lorsqu'on la pince, on perçoit une hypertrophie scléro-fibreuse du derme et de l'hypoderme. On note quelques excoriations sur cette peau épaissie.

Le patient indique que cet état s'est constitué progressivement à la suite d'épisodes lymphangitiques aigus. Selon Pr. Joseph Kamgno, directeur du Centre de recherche sur les filarioses et autres maladies tropicales (Crfilmt), ce premier cas appartient à la famille des filaires. «C'est la loase, une infection causée par un petit ver qui circule sous la peau appelé Loa loa», explique-t-il. Il poursuit en informant que «les sujets se font piquer dans la journée par un taon (insecte vecteur) appelé chrysops et qui leur transmet la larve. Appelées microfilaires, les larves du ver circulent dans le sang des personnes atteintes. Elles deviennent des vers adultes qui sont très mobiles et se déplacent sous la peau».

En ce qui concerne le dernier cas, le Dr. Marie Nyambe Tchaton, responsable médical terrain Médecin sans frontières (Msf), relève que Marc Ango est porteur d'un éléphantiasis des membres supérieur et inférieur gauches, ainsi que des organes génitaux externes. Selon les dires du médecin, Il présente depuis plusieurs mois une chylurie intermittente. La filariose lymphatique, connue sous le nom d'éléphantiasis est une maladie due aux piqûres de moustique femelle, l'anophèle. Elle fait partie des maladies tropicales négligées (Mtn), souligne le Pr. Joseph Kamgno. Les complications de la filariose conduisent à la cécité ou l'éléphantiasis.

La localité de Soa étant une zone endémique, des campagnes de prévention et de traitement gratuit, à l'Ivermectine ou Mectizan des filarioses telles que la loase et l'onchocercose ont été lancées en octobre 2017 dans ce district de santé de Yaoundé II par le ministre de la Santé publique (Minsanté), André Mama Fouda. «Cette approche va nous permettre d'éviter les complications de ces deux pathologies grâce au loascope», souligne le Pr Joseph Kamgno, directeur du Centre de recherche sur les filarioses et autres maladies tropicales (Crfilmt).

Pour le cas spécifique du ver africain de l'œil, grâce au diagnostic précoce, «on pourra empêcher la survenue des myocardites (atteinte du muscle cardiaque) et des encéphalopathies (pathologie qui touche l'encéphale, partie du système nerveux central pouvant causer des troubles de comportement)», rassure le directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement, Michel Boussinesq.

DR. GABRIEL ARCHANGE MODJO

« Il faut désinfecter les gîtes larvaires »

D'après le médecin, à la suite de ce grattage effréné, la peau subit d'importantes altérations.

Propos recueillis par E S N

Comment se manifeste la filariose?

La filariose se manifeste par l'inflammation aiguë des vaisseaux et des ganglions lymphatiques. Ces lymphangites et adénites sont accompagnées de fièvre et souvent de fortes douleurs. Elles sont localisées généralement aux membres inférieurs. Chez l'homme, la lymphangite aiguë siège souvent au niveau du cordon spermatique parce que cet organe est particulièrement riche en vaisseaux lymphatiques. Les manifestations chroniques s'installent petit à petit après que les crises aiguës se sont progressivement atténuées. Une lésion chronique très fréquente est l'hydrocèle. C'est un épanchement de liquide dans la vaginale testiculaire. Il est la conséquence tardive de l'inflammation du cordon spermatique et de la membrane entourant le testicule.

Comment prévenir cette affection?

Le moyen radical serait d'éliminer le vecteur en supprimant ses gîtes larvaires ou en pulvérisant des insecticides sur les gîtes larvaires ou dans les maisons. Mais cette méthode est difficile et très onéreuse. On peut utiliser une autre méthode de prophylaxie appelée « traitement de masse ». Elle consiste à administrer à toute la population une forte dose de diéthylcarbamazine de façon à tuer les microfilaires du sang et à empêcher ainsi les moustiques de s'infester et de transmettre la maladie. Cette thérapeutique de masse doit être répétée à intervalles réguliers.

Quelles sont les complications liées à la filariose?

Le malade est obligé de se gratter continuellement, nuit et jour et sans le moindre répit. A la suite de ce grattage effréné, la peau subit d'importantes altérations. Les glandes sébacées et sudoripares dégénèrent, les poils tombent. Finalement, la peau s'atrophie et devient luisante et sèche comme celle d'un lézard. Dans un autre cas, la complication est «l'encéphalite loasique», caractérisée par un coma fébrile, survenant moins de 5 jours après la prise d'un traitement microfilaricide, le malade peut présenter une réaction inflammatoire, dite réaction de Mazzotti, caractérisée par des réactions cutanées (prurit, réaction urticarienne, œdèmes), oculaires si microfilaricide dans l'œil (larmoiement, photophobie, conjonctivite, iridocyclite).

Comment se traite la filariose?

La doxycycline est prescrite à la dose de 200 mg/j pendant 8 semaines. Il s'agit d'un traitement macrofilaricide individuel et non pas d'une éradication de masse. Ce traitement entraîne une éradication de la microfilarémie, une division par deux de l'antigènémie et une disparition des vers adultes à l'échographie. La prise en charge du lymphœdème consiste en un dépistage précoce, des soins cutanés, la prévention des lésions servant de porte d'entrée aux infections (lavage quotidien du membre atteint), des manœuvres simples pour favoriser le drainage lymphatique (élévation du membre et exercice physique), le portage de chaussures adaptées. Cette prise en charge permet d'améliorer la vie du patient.

Un journal de référence

LMH
Le Mintar Hôtel

« Idéal pour vos affaires et votre détente »

Hébergement haut standing
Restaurant
Bar
Service traiteur
Parking sécurisé

Belibi, Obala-Cameroun
+237 243 80 64 87
+237 658 17 29 51 / 652 88 49 72 / 664 13 71 71
infos@lemintarhotel.com
www.lemintarhotel.com
lemintarhotel

La qualité qui fait la différence